

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1903.

Projet de loi modifiant la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 et augmentant le personnel de la Cour d'Appel de Bruxelles.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le rapport fait au nom de la section centrale chargée d'examiner le Budget de la Justice pour 1903 attire l'attention du Gouvernement sur les mesures qu'il importe de prendre en vue de diminuer l'arriéré des affaires pendantes devant diverses juridictions et, tout particulièrement, devant la Cour d'appel de Bruxelles.

Celle-ci juge annuellement environ 780 causes civiles et 1,500 affaires correctionnelles. L'arriéré correctionnel avait atteint, en 1902, le chiffre de 720 poursuites et les affaires civiles restant à juger étaient au nombre de 1,309. La statistique établit que l'arriéré, tant civil que correctionnel, suit depuis plusieurs années une progression ascendante.

Soucieux d'apporter promptement remède à une situation préjudiciable à plusieurs égards et qui tend à s'aggraver, le Gouvernement, par arrêté du 10 juin 1903, a institué une Commission spéciale, composée de représentants de la magistrature, du barreau et de l'administration (1), afin de rechercher les mesures les plus efficaces pour provoquer la disparition des arriérés.

Cette Commission, qui s'est mise à l'œuvre avec une célérité digne d'éloge, a terminé la partie de sa tâche qui avait trait aux Cours d'appel, et ce sont ses propositions, auxquelles le Gouvernement se rallie, qui forment l'objet

(1) La Commission est composée de MM. Van Iseghem, conseiller à la Cour de cassation, *président*; Charles, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles; Servais, avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles; Steyaert, président du tribunal civil de Gand; Huyttens de Terbecq, procureur du Roi à Liège; Campioni, juge de paix à Bruxelles; Van Dievoet, avocat à la Cour de cassation; Remy, directeur général au Ministère de la Justice et De Lannoy, chef du bureau de la Statistique, *secrétaire*.

du projet de loi qu'il a l'honneur de soumettre aujourd'hui aux délibérations de la Chambre.

Ce projet contient trois dispositions principales :

I.

Une nouvelle chambre, chargée des affaires civiles, est créée à la Cour d'appel de Bruxelles (art. 1^{er}).

Cette Cour est actuellement composée de 43 conseillers et divisée en six chambres; les cinq premières, composées chacune de 7 magistrats, connaissent des affaires civiles; la sixième, partagée en deux sections et comprenant 8 magistrats, connaît des affaires correctionnelles.

La loi projetée n'augmente ce personnel que de deux unités (art. 4), mais, aux termes de l'article 3, le nombre minimum de conseillers qu'il convient de désigner pour le service de chaque chambre civile ou correctionnelle ne devra plus excéder le chiffre de 6.

Afin de compléter la nouvelle organisation, le projet crée une huitième place d'avocat général.

Le Gouvernement, partageant l'opinion de la Commission spéciale, estime, d'une part, que la création d'une sixième chambre civile aura raison, dans un délai assez court, de l'arriéré actuel et, d'autre part, que le service des sept chambres pourra être entièrement assuré par quarante-cinq magistrats. Chacune des six chambres civiles, en effet, siège au nombre fixe de cinq conseillers et chacune des deux sections correctionnelles au nombre fixe de trois conseillers. Le fonctionnement normal de l'ensemble des chambres ne requiert donc que trente-six magistrats siégeant effectivement; et il en restera neuf, tant pour le service des assises que pour parer aux besoins résultant d'absences, maladies, congés et empêchements d'ordres divers.

II.

La loi projetée introduit dans notre législation une deuxième disposition qui a pour objet de hâter l'apurement de l'arriéré correctionnel et de l'empêcher de se reformer par la suite.

Cette disposition, applicable aux trois cours, est formulée par l'article 2. Elle consiste dans l'obligation imposée aux chambres civiles, sur réquisition du procureur général, de tenir chaque quinzaine, indépendamment des audiences civiles ordinaires, une audience correctionnelle supplémentaire, lorsque l'on constate, dans les conditions prévues par l'article 209 du Code d'instruction criminelle, la formation d'un arriéré.

C'est par les soins du Premier Président que devra se faire la distribution, entre les chambres civiles, des affaires répressives dont elles auront à connaître dans les cas où l'existence d'un arriéré sera constatée.

III.

L'article 2 de la loi du 4 septembre 1891 attribue, dans les trois Cours d'appel, à la chambre correctionnelle le service des mises en accusation. Cette disposition présente d'incontestables inconvénients : elle a pour effet d'appeler fréquemment les mêmes magistrats à connaître deux fois de la même affaire et à des points de vue différents. Telle affaire dont ils ont eu à s'occuper comme juridiction d'instruction leur est soumise derechef pour être jugée définitivement. N'y a-t-il pas lieu de craindre qu'ils n'en reprennent l'étude sous l'empire de préventions gardées d'un premier examen nécessairement superficiel ?

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu de réformer sur ce point la loi d'organisation judiciaire, et il vous propose de confier dorénavant au Premier Président le soin de désigner celle des chambres de la Cour qui remplira les fonctions de chambre des mises en accusation. (Art. 1^{er}, alinéa final du projet.)

Ce magistrat sera donc libre de choisir une des chambres civiles n'ayant qu'exceptionnellement à connaître des affaires répressives, et la chambre correctionnelle pourra, le cas échéant, être déchargée d'autant.

L'article 3 du projet est le corollaire de l'augmentation du nombre des conseillers à la Cour d'appel de Bruxelles. L'ordre des présentations attribuées aux trois conseils provinciaux du ressort a été complété d'après la base adoptée par la loi du 11 septembre 1893.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre Nom aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 80 de la loi du 18 juin 1869,
modifié par les lois du 1^{er} avril 1879, du
24 septembre 1881 et du 4 septembre
1891, est remplacé par la disposition
suivante :

La Cour d'appel de Bruxelles est divi-
sée en sept chambres. Les six premières
chambres connaissent des affaires civiles ;
la septième connaît des affaires correc-
tionnelles.

La Cour d'appel de Gand est divisée en
trois chambres. La première et la se-
conde chambre connaissent des affaires
civiles ; la troisième connaît des affaires
correctionnelles.

La Cour d'appel de Liège est divisée
en quatre chambres. Les trois premières
chambres connaissent des affaires civiles ;
la quatrième connaît des affaires correc-
tionnelles.

Le premier président de chaque Cour

WETSONTWERP.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van onzen Minister van
Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in
Onzen Naam aan de wetgevende Kamers
het wetsontwerp aan te bieden, waarvan
de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 80 der wet van 18 Juni 1869,
gewijzigd bij de wetten van 1 April 1879,
24 September 1881 en 4 Septem-
ber 1891, is door de volgende bepaling
vervangen :

Het Hof van beroep te Brussel is in
zeven kamers verdeeld. De zes eerste
kamers nemen kennis van de burgerlijke
zaken ; de zevende neemt kennis van de
boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Gent is in drie
kamers verdeeld. De eerste en de tweede
kamer nemen kennis van de burgerlijke
zaken ; de derde neemt kennis van de
boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Luik is in vier
kamers verdeeld. De drie eerste kamers
nemen kennis van de burgerlijke zaken ;
de vierde neemt kennis van de boetstraf-
felijke zaken.

Door den eersten voorzitter van ieder

indique, dans l'ordonnance dont il est question à l'article 194, celle des chambres qui remplit les fonctions de chambre des mises en accusation. Les dispositions ajoutées à l'article 84 par la loi du 4 septembre 1891 sont applicables à cette chambre.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 81 de la loi du 18 juin 1869 :

Ce magistrat, sur le réquisitoire du procureur général, doit, toutes les fois qu'il existe un arriéré correctionnel, charger une ou plusieurs chambres civiles de tenir de quinzaine en quinzaine, indépendamment des audiences civiles ordinaires, une audience supplémentaire qui sera consacrée au jugement des affaires correctionnelles.

L'arriéré correctionnel existe dès qu'il est devenu impossible de satisfaire au prescrit de l'article 209 du Code d'instruction criminelle.

Les affaires correctionnelles dont chacune des chambres civiles est appelée à connaître, lui sont distribuées par le premier président.

Il est procédé, pour le jugement de ces affaires, conformément aux dispositions ajoutées à l'article 84 par la loi du 4 septembre 1891.

ART. 3.

L'article 82 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 4 septembre 1891, est remplacé par la disposition suivante :

Les chambres civiles sont composées au moins de six conseillers, y compris le président, d'un avocat général et d'un greffier adjoint.

Hof wordt, bij het in artikel 194 bedoelde bevel, diegene van de kamers aangeduid welke als kamer van inbeschuldigingstelling fungeert. De bij de wet van 4 September 1891 aan artikel 84 toegevoegde bepalingen zijn van toepassing op die kamer.

ART. 2.

Aan artikel 81 der wet van 18 Juni 1869 is de volgende bepaling toegevoegd :

Telkens er achterstand in boetstraffelijke zaken is, moet die magistraat, op de vordering van den Procureur-Generaal, eene of meer burgerlijke kamers belasten met, om de veertien dagen, buiten de gewone burgerlijke zittingen, eene bijkomende zitting te houden, die zal gewijd zijn aan de behandeling der boetstraffelijke zaken.

Achterstand in boetstraffelijke zaken bestaat zoodra het onmogelijk geworden is te voldoen aan het voorschrift van artikel 209 van het Wetboek van strafvordering.

De boetstraffelijke zaken die iedere der burgerlijke kamers geroepen is te behandelen, worden haar door den eersten voorzitter aangewezen.

De behandeling dier zaken geschiedt overeenkomstig de bij de wet van 4 September 1891 aan artikel 84 toegevoegde bepalingen.

ART. 3.

Artikel 82 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wet van 4 September 1891, is door de volgende bepaling vervangen :

De burgerlijke kamers zijn samengesteld uit ten minste zes raadsheeren, met inbegrip van den voorzitter, één advocaat-generaal en één toegevoegden griffier.

Les chambres correctionnelles sont composées au moins de six conseillers, y compris le président, de deux avocats généraux ou substituts, du procureur général et de deux greffiers adjoints.

ART. 4.

Le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles est augmenté d'un président de chambre, d'un conseiller et d'un avocat général.

ART. 5.

L'article 70 de de la loi du 18 juin 1869, tel qu'il a été modifié par la loi du 11 septembre 1893, est modifié comme comme suit, en ce qui concerne le nombre et l'ordre déterminés pour les présentations par les conseils provinciaux aux places de conseiller vacantes à la Cour d'appel de Bruxelles :

Le conseil provincial d'Anvers présente à onze places : la première, la cinquième, la neuvième, la quatorzième, la dix-neuvième, la vingt-deuxième, la vingt-sixième, la trentième, la trente-quatrième, la trente-huitième et la quarante quatrième.

Le conseil provincial du Brabant présente à dix-neuf places : la deuxième, la quatrième, la sixième, la huitième, la dixième, la douzième, la quinzième, la dix-septième, la vingtième, la vingt-troisième, la vingt-cinquième, la vingt-huitième, la trente et unième, la trente-troisième, la trente-cinquième, la trente-septième, la trente-neuvième, la quarante et unième et la quarante-troisième.

Le Conseil provincial du Hainaut présente à quinze places : la troisième, la septième, la onzième, la treizième, la seizième, la dix-huitième, la vingt et unième, la vingt-quatrième, la vingt-septième, la vingt-neuvième, la trente-

De boetstraffelijke kamers zijn samengesteld uit ten minste zes raadsheeren, met inbegrip van den voorzitter, twee advokaten-generaal of substituten van den procureur-generaal en twee toegevoegde griffiers.

ART. 4.

Het personeel van het Hof van beroep te Brussel is vermeerderd met één kamer-voorzitter, één raadsheer en één advocaat-generaal.

ART. 5.

Artikel 70 der wet van 18 Juni 1869, zooals het gewijzigd werd bij de wet van 11 September 1893, is als volgt gewijzigd, wat aangaat het bepaalde omtrent het getal en de volgorde der voordrachten van de provincieraden voor de openstaande plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep te Brussel :

De provincieraad van Antwerpen doet voordrachten voor elf plaatsen : de eerste, de vijfde, de negende, de veertiende, de negentiende, de twee en twintigste, de zes en twintigste, de dertigste, de vier en dertigste, de acht en dertigste en de vier en veertigste.

De provincieraad van Brabant doet voordrachten voor negentien plaatsen : de tweede, de vierde, de zesde, de achtste, de tiende, de twaalfde, de vijftiende, de zeventiende, de twintigste, de drie en twintigste, de vijf en twintigste, de acht en twintigste, de een en dertigste, de drie en dertigste, de vijf en dertigste, de zeven en dertigste, de negen en dertigste, de een en veertigste en de drie en veertigste.

De provincieraad van Henegouw doet voordrachten voor vijftien plaatsen : de derde, de zevende, de elfde, de dertiende, de zestiende, de achttiende, de een en twintigste, de vier en twintigste, de zeven en twintigste, de negen en twintigste,

deuxième, la trente-sixième, la quarantième, la quarante-deuxième et la quarante-cinquième.

Donné à Ostende, le 9 juillet 1903.

tigste, de twee en dertigste, de zes en dertigste, de veertigste, de twee en veertigste en de vijf en veertigste.

Gegeven te Oostende, den 9^e Juli 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JULI 1903.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet van 18 Juni 1869
op de rechterlijke Inrichting en tot vermeerdering van het personeel
van het Beroepshof te Brussel.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In het verslag uitgebracht namens de middensectie, belast met het onderzoeken der begrooting van Justitie voor 1903, wordt de aandacht der Regeering gevestigd op de maatregelen die dienen genomen tot vermindering van den achterstand der bij verschillende jurisdictiën en wel in het bijzonder bij het beroepshof te Brussel aanhangig gemaakte zaken.

Bij dat Hof komen ieder jaar ongeveer 780 burgerlijke zaken en 1,500 boetstraffelijke zaken in behandeling. In 1902 had de achterstand in boetstraffelijke zaken het cijfer van 720 vervolgingen bereikt en de onafgedane burgerlijke zaken waren ten getale van 1,509. Uit de statistiek blijkt dat de achterstand, zoo in burgerlijke als in boetstraffelijke zaken, sedert meerdere jaren een immer aangroeiende is.

De Regeering, wenshende spoedig een in meer dan een opzicht nadeeligen toestand te verhelpen, die steeds dreigt te verergeren, heeft bij besluit van 10 Juni 1903, eene bijzondere Commissie aangesteld, bestaande uit vertegenwoordigers van de magistratuur, de balie en de administratie (1), ten

(1) De Commissie bestaat uit de heeren Van Iseghem, raadsheer in het Hof van verbreking, voorzitter; Charles, raadsheer in het Hof van beroep te Brussel; Servais, advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Brussel; Steyaert, voorzitter van de burgerlijke rechtbank te Gent; Huytens de Terbecq, procureur des Konings te Luik; Campioni, vrederechter te Brussel; Van Dievoet, advocaat aan het Hof van verbreking; Remy, algemeen bestuurder aan het Ministerie van Justitie en De Lannoy, hoofd van het bureel van Statistiek, *secretaris*.

einde na te gaan welke middelen de meest doelmatige zijn om dien achterstand te doen verdwijnen.

De Commissie, die met prijzenswaardigen spoed aan het werk gegaan is, heeft het gedeelte harer taak afgedaan dat de beroepshoven betrof, en het zijn hare voorstellen, waarmede de Regeering zich vereenigt, die het wetsontwerp uitmaken dat zij de eer heeft aan de Kamer ter overweging aan te bieden.

Dat ontwerp bevat drie voorname bepalingen :

I.

Eene nieuwe kamer, belast met de burgerlijke zaken, is opgericht bij het Hof van beroep te Brussel (art. 1).

Dat Hof bestaat thans uit 43 raadsheeren en is verdeeld in zes kamers ; de vijf eerste, met iedere zeven magistraten, nemen kennis van de burgerlijke zaken ; de zesde, met acht magistraten, in twee sectiën onderverdeeld, neemt kennis van de boetstraffelijke zaken.

Bij de voorgestelde wet wordt dat personeel slechts met twee eenheden vermeerderd (artikel 4), maar, naar luid van artikel 3, moet het minimum-getal der voor den dienst van iedere burgerlijke of boetstraffelijke kamer aan te duiden raadsheeren, niet meer bedragen dan zes.

Tot volmaking der nieuwe inrichting, wordt door het ontwerp eene achtste plaats van advocaat-generaal ingesteld.

De Regeering, de meening der bijzondere commissie deelende, is van oordeel, eenerzijds, dat de oprichting eener zesde burgerlijke kamer binnen een tamelijk korten tijd den bestaanden achterstand zal doen verdwijnen, en, anderzijds, dat de dienst der zeven kamers volkomen zal kunnen verzekerd worden met 45 magistraten. Inderdaad, iedere der zes burgerlijke kamers houdt zitting met een vast getal van vijf raadsheeren en iedere der twee boetstraffelijke sectiën met een vast getal van drie raadsheeren. In den regel eischt dus de dienst van al de kamers slechts zes en dertig werkelijk zetelende magistraten ; en er blijven negen magistraten over, zoo voor den dienst der assisen als om te voorzien in de gevallen van afwezigheid, ziekte, verlof en beletsel van eenigen aard.

II.

Door de ontworpen wet wordt in onze wetgeving eene tweede bepaling ingevoerd met het doel de aanzuivering van den boetstraffelijken achterstand te bespoedigen en te voorkomen dat hij zich later weder voordoe.

Die bepaling, van toepassing op de drie Hoven, is in artikel 2 neergelegd. Zij bestaat in de aan de burgerlijke kamers opgelegde verplichting, op de vordering van den procureur-generaal, om de veertien dagen, buiten hare gewone burgerlijke zittingen, eene bijkomende boetstraffelijke zitting te houden, wanneer bevonden wordt, in de bij artikel 209 van het Wetboek van strafvordering voorziene voorwaarden, dat een achterstand ingetreden is.

Door de zorg van den Eersten Voorzitter zullen, onder de burgerlijke kamers, de strafzaken verdeeld worden waarvan zij kennis te nemen hebben wanneer bevonden wordt dat er achterstand is.

III.

Bij artikel 2 der wet van 4 September 1891 wordt, in de drie Hoven van beroep, aan de boetstraffelijke kamer den dienst van inbeschuldigingstelling opgedragen. Onbetwistbare bezwaren kleven die bepaling aan : zij brengt mede dat dikwijls dezelfde magistraten geroepen zijn om tweemaal en van een verschillend standpunt dezelfde zaak te behandelen. Zoo kan het voorkomen dat eene zaak, waarmede zij zich bezig te houden hadden als jurisdictie van onderzoek, hun nogmaals onderworpen wordt voor definitieve beslissing. Mag men niet vreezen dat zij, de studie der zaak hervattende, niet nog onder den invloed zullen staan van eenige, uit eene eerste noodzakelijk oppervlakkige kennisneming overgebleven vooringenomenheid?

De Regeering is van oordeel dat op dat punt de wet op de rechterlijke inrichting te wijzigen is, en zij stelt u voor, voortaan aan den Eersten Voorzitter de zorg over te latendiegene van de kamers van het Hof aan te wijzen die als kamer van inbeschuldigingstelling zal fungeeren. (Art. 1, laatste alinea van het ontwerp.)

Het zal dus dien magistraat vrij staan zijne keus te laten vallen op eene der burgerlijke kamers die slechts bij uitzondering strafzaken te behandelen hebben, en de boetstraffelijke kamer zal, in het voorkomend geval, zooveel minder te doen hebben.

Artikel 5 van het ontwerp is een gevolg van de vermeerdering van het getal raadsheeren in het Hof van beroep te Brussel. De volgorde der voordrachten voor de drie provincieraden van het rechtsgebied werd aangevuld naar de bij de wet van 11 September 1893 aangenomen basis.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut !*

Sur la proposition de Notre Ministre
de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé
de présenter en Notre Nom aux Cham-
bres législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 80 de la loi du 18 juin 1869,
modifié par les lois du 1^{er} avril 1879, du
24 septembre 1881 et du 4 septembre
1891, est remplacé par la disposition
suivante :

La Cour d'appel de Bruxelles est divi-
sée en sept chambres. Les six premières
chambres connaissent des affaires civiles ;
la septième connaît des affaires correc-
tionnelles.

La Cour d'appel de Gand est divisée en
trois chambres. La première et la se-
conde chambre connaissent des affaires
civiles ; la troisième connaît des affaires
correctionnelles.

La Cour d'appel de Liège est divisée
en quatre chambres. Les trois premières
chambres connaissent des affaires civiles ;
la quatrième connaît des affaires correc-
tionnelles.

Le premier président de chaque Cour

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil !*

Op voorstel van onzen Minister van
Justitie

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in
Onzen Naam aan de wetgevende Kamers
het wetsontwerp aan te bieden, waarvan
de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 80 der wet van 18 Juni 1869,
gewijzigd bij de wetten van 1 April 1879,
24 September 1881 en 4 Septem-
ber 1891, is door de volgende bepaling
vervangen :

Het Hof van beroep te Brussel is in
zeven kamers verdeeld. De zes eerste
kamers nemen kennis van de burgerlijke
zaken ; de zevende neemt kennis van de
boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Gent is in drie
kamers verdeeld. De eerste en de tweede
kamer nemen kennis van de burgerlijke
zaken ; de derde neemt kennis van de
boetstraffelijke zaken.

Het Hof van beroep te Luik is in vier
kamers verdeeld. De drie eerste kamers
nemen kennis van de burgerlijke zaken ;
de vierde neemt kennis van de boetstraf-
felijke zaken.

Door den eersten voorzitter van ieder

indique, dans l'ordonnance dont il est question à l'article 194, celle des chambres qui remplit les fonctions de chambre des mises en accusation. Les dispositions ajoutées à l'article 84 par la loi du 4 septembre 1891 sont applicables à cette chambre.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 81 de la loi du 18 juin 1869 :

Ce magistrat, sur le réquisitoire du procureur général, doit, toutes les fois qu'il existe un arriéré correctionnel, charger une ou plusieurs chambres civiles de tenir de quinzaine en quinzaine, indépendamment des audiences civiles ordinaires, une audience supplémentaire qui sera consacrée au jugement des affaires correctionnelles.

L'arriéré correctionnel existe dès qu'il est devenu impossible de satisfaire au prescrit de l'article 209 du Code d'instruction criminelle.

Les affaires correctionnelles dont chacune des chambres civiles est appelée à connaître, lui sont distribuées par le premier président.

Il est procédé, pour le jugement de ces affaires, conformément aux dispositions ajoutées à l'article 84 par la loi du 4 septembre 1891.

ART. 3.

L'article 82 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 4 septembre 1891, est remplacé par la disposition suivante :

Les chambres civiles sont composées au moins de six conseillers, y compris le président, d'un avocat général et d'un greffier adjoint.

Hof wordt, bij het in artikel 194 bedoelde bevel, diegene van de kamers aangeduid welke als kamer van inbeschuldigingstelling fungeert. De bij de wet van 4 September 1891 aan artikel 84 toegevoegde bepalingen zijn van toepassing op die kamer.

ART. 2.

Aan artikel 81 der wet van 18 Juni 1869 is de volgende bepaling toegevoegd :

Telkens er achterstand in boetstraffelijke zaken is, moet die magistraat, op de vordering van den Procureur-Generaal, eene of meer burgerlijke kamers belasten met, om de veertien dagen, buiten de gewone burgerlijke zittingen, eene bijkomende zitting te houden, die zal gewijd zijn aan de behandeling der boetstraffelijke zaken.

Achterstand in boetstraffelijke zaken bestaat zoodra het onmogelijk geworden is te voldoen aan het voorschrift van artikel 209 van het Wetboek van strafvordering.

De boetstraffelijke zaken die iedere der burgerlijke kamers geroepen is te behandelen, worden haar door den eersten voorzitter aangewezen.

De behandeling dier zaken geschiedt overeenkomstig de bij de wet van 4 September 1891 aan artikel 84 toegevoegde bepalingen.

ART. 3.

Artikel 82 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd bij de wet van 4 September 1891, is door de volgende bepaling vervangen :

De burgerlijke kamers zijn samengesteld uit ten minste zes raadsheeren, met inbegrip van den voorzitter, één advocaat-generaal en één toegevoegden griffier.

Les chambres correctionnelles sont composées au moins de six conseillers, y compris le président, de deux avocats généraux ou substitués, du procureur général et de deux greffiers adjoints.

ART. 4.

Le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles est augmenté d'un président de chambre, d'un conseiller et d'un avocat général.

ART. 5.

L'article 70 de la loi du 18 juin 1869, tel qu'il a été modifié par la loi du 11 septembre 1895, est modifié comme suit, en ce qui concerne le nombre et l'ordre déterminés pour les présentations par les conseils provinciaux aux places de conseiller vacantes à la Cour d'appel de Bruxelles :

Le conseil provincial d'Anvers présente à onze places : la première, la cinquième, la neuvième, la quatorzième, la dix-neuvième, la vingt-deuxième, la vingt-sixième, la trentième, la trente-quatrième, la trente-huitième et la quarante quatrième.

Le conseil provincial du Brabant présente à dix-neuf places : la deuxième, la quatrième, la sixième, la huitième, la dixième, la douzième, la quinzième, la dix-septième, la vingtième, la vingt-troisième, la vingt-cinquième, la vingt-huitième, la trente et unième, la trente-troisième, la trente-cinquième, la trente-septième, la trente-neuvième, la quarante et unième et la quarante-troisième.

Le Conseil provincial du Hainaut présente à quinze places : la troisième, la septième, la onzième, la treizième, la seizième, la dix-huitième, la vingt et unième, la vingt-quatrième, la vingt-septième, la vingt-neuvième, la trente-

De boetstraffelijke kamers zijn samengesteld uit ten minste zes raadsheeren, met inbegrip van den voorzitter, twee advokaten-generaal of substituten van den procureur-generaal en twee toegevoegde griffiers.

ART. 4.

Het personeel van het Hof van beroep te Brussel is vermeerderd met één kamer-voorzitter, één raadsheer en één advocaat-generaal.

ART. 5.

Artikel 70 der wet van 18 Juni 1869, zooals het gewijzigd werd bij de wet van 11 September 1895, is als volgt gewijzigd, wat aangaat het bepaalde omtrent het getal en de volgorde der voordrachten van de provincieraden voor de openstaande plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep te Brussel :

De provincieraad van Antwerpen doet voordrachten voor elf plaatsen : de eerste, de vijfde, de negende, de veertiende, de negentiende, de twee en twintigste, de zes en twintigste, de dertigste, de vier en dertigste, de acht en dertigste en de vier en veertigste.

De provincieraad van Brabant doet voordrachten voor negentien plaatsen : de tweede, de vierde, de zesde, de achtste, de tiende, de twaalfde, de vijftiende, de zeventiende, de twintigste, de drie en twintigste, de vijf en twintigste, de acht en twintigste, de een en dertigste, de drie en dertigste, de vijf en dertigste, de zeven en dertigste, de negen en dertigste, de een en veertigste en de drie en veertigste.

De provincieraad van Henegouw doet voordrachten voor vijftien plaatsen : de derde, de zevende, de elfde, de dertiende, de zestiende, de achttiende, de een en twintigste, de vier en twintigste, de zeven en twintigste, de negen en twintigste.

deuxième, la trente-sixième, la quarantième, la quarante-deuxième et la quarante-cinquième.

Donné à Ostende, le 9 juillet 1903.

tigste, de twee en dertigste, de zes en dertigste, de veertigste, de twee en veertigste en de vijf en veertigste.

Gegeven te Oostende, den 9^e Juli 1903.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HEUVEL
